

# Synthèse régionale

## Une activité encore trop fragile pour encourager l'emploi

Jean-Pierre Courson

En 2014, l'emploi recule encore en Alsace dans les secteurs principalement marchands (-0,7 %), un peu plus qu'en 2013. Les pertes s'accroissent dans la construction, à un rythme proche de celui de 2009. Le tertiaire, qui représente presque les deux tiers des emplois, reste à peine stable, sans l'effet d'entraînement de 2013. De même, la progression de l'intérim observée l'année précédente revient de +10 % à +2 %. Elle contribue cependant à soutenir l'emploi industriel dont le recul est ralenti de moitié.

Le chômage est au plus haut depuis dix ans. Après une année de stabilisation, il atteint 9,3 % de la population active en fin d'année. L'Alsace compte fin décembre 98 000 demandeurs n'ayant pas travaillé au cours du mois. Les hommes sont plus touchés, notamment dans la construction, davantage en recul qu'au plan national. La hausse se poursuit pour les seniors, la situation des jeunes restant plus stable. Leur durée moyenne d'inscription reste à 228 jours, mais celle des plus de 50 ans est de 750 jours, 60 de plus en un an. Un tiers des demandeurs exercent une activité réduite leur permettant de rester proche du marché du travail. Le chômage reste élevé dans les zones d'emploi des grands pôles urbains et ne recule que dans celle de Wissembourg.

La croissance en Allemagne, et particulièrement dans le Bade-Wurtemberg, a été largement plus soutenue que l'année précédente. La consommation intérieure reste son principal moteur. L'excédent commercial progresse et les secteurs publics comme privés investissent davantage. L'emploi est en hausse de près de 1 % et le chômage modéré, tout comme en Suisse, dont la croissance de 2 % reste continue.

Dans un contexte peu favorable en zone euro, les échanges extérieurs alsaciens

progressent et retrouvent leur niveau de 2011. L'Alsace reste la région la plus ouverte, tant en regard de sa population que de son PIB. Les exportations reposent toujours sur une large variété de produits mais la dynamique des importations, notamment de produits pétroliers, de textile et de médicaments, dégradent le déficit commercial apparent. Elles traduisent une capacité logistique dans des échanges encore plus tournés vers l'Europe que l'ensemble national.

L'activité s'est légèrement améliorée dans l'industrie régionale, tirée par l'agro-alimentaire et le matériel de transport et par une bonne contribution des exportations. Les investissements reprennent et devraient continuer de progresser en 2015. Les effectifs restent en recul, moins accentué que les deux années précédentes. Le BTP a connu une année mitigée et l'incertitude sur l'évolution de la commande publique n'incite pas les chefs d'entreprises à l'optimisme. L'Alsace se distingue par une reprise des autorisations de construction de logements et des mises en chantier. Mais elle porte uniquement sur le collectif et continue de se concentrer dans l'Eurométropole. Les projets de maison sont en recul et à un niveau particulièrement bas. La construction de locaux d'activité reste peu dynamique.

La création d'entreprises est à la peine en Alsace, au contraire de la France métropolitaine. La baisse concerne l'ensemble des secteurs. Les défaillances sont en hausse sensible, concentrées dans le Bas-Rhin, et tout particulièrement dans la construction (+35 %). Elles sont au contraire stables ou en recul dans tous les secteurs nationaux.

Dans les transports, l'activité portuaire est restée stable. Ses plateformes multimodales ont enregistré un léger recul du rail par rapport à la route. Le trafic routier

régional des poids lourds est en diminution. La circulation routière augmente, alors que les immatriculations diminuent, dans un contexte national atone. Le TER progresse encore et le transport aérien, tant pour les passagers que pour le fret, est tiré par de nouveaux records de l'EuroAirport.

La fréquentation touristique a confirmé sa progression de l'année précédente, alors qu'elle recule en France métropolitaine. La hausse, soutenue à la fois par la clientèle française et étrangère, est portée par la seule fréquentation hôtelière. Les campings, défavorisés par la météo et surtout pour la clientèle étrangère, perdent des nuitées, tout comme les autres hébergements collectifs. Les marchés de Noël ont assuré un pic toujours identique à celui du mois d'août.

Un printemps bien ensoleillé a favorisé le développement initial des cultures mais l'été frais et pluvieux a dégradé leur état sanitaire. Pour autant, le blé tendre, le maïs grain, le colza d'hiver et la betterave sucrière ont réalisé de très bons rendements. La production viticole est en hausse, franchissant le million d'hectolitres. Les cultures plus spécialisées, tabac, houblon ou pommes de terre ont connus des campagnes plus éprouvées. L'ensemble des arbres fruitiers ont été très chargés, seules les mirabelles ont subi d'importantes pertes à la récolte. La production laitière est en hausse, comme sa rémunération, dans un contexte de gain de productivité. Les filières avicoles, ovines et caprines continuent leur développement. A contrario, la production de bovins et porcins souffre d'une moindre rétribution. ■

# Contexte national

## En 2014, l'économie française croît faiblement, le pouvoir d'achat des ménages accélère

Laurent Clavel, Direction des études et synthèses économiques, Insee

### Légère accélération de l'activité mondiale

En 2014, l'activité mondiale accélère légèrement : la reprise s'affermi dans les pays avancés, tandis que la croissance fléchit dans la plupart des pays émergents.

Dans les pays avancés, l'accélération de l'activité recouvre un décalage conjoncturel entre d'une part les pays anglo-saxons et d'autre part la zone euro. Ainsi, l'activité progresse à un rythme soutenu dans les premiers. La zone euro, en revanche, après deux années de contraction de l'activité, ne renoue que timidement avec la croissance et les hétérogénéités y restent fortes. La croissance de la zone se redresse surtout à la fin de l'année, sous l'effet notamment de deux *stimuli* extérieurs : d'une part le prix du pétrole baisse fortement au second semestre, d'autre part l'euro se déprécie nettement par rapport au dollar.

Dans les pays émergents, l'activité ralentit pour la quatrième année consécutive, sous l'effet de l'essoufflement de la croissance chinoise, mais aussi de la dégradation dans plusieurs autres grands pays, notamment le Brésil et la Russie.

### L'économie française croît faiblement

En 2014, le PIB de la France progresse de 0,2 % après +0,7 % en 2013.

#### 1 Évolution du PIB en volume et contributions à cette évolution



(1) : y compris Institutions sans but lucratif au service des ménages.

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

La demande intérieure hors stocks est le principal contributeur à la croissance du PIB, à hauteur de +0,5 point, comme en 2013. La consommation des ménages accélère légèrement (+0,6 % après +0,4 % en 2013). La demande intérieure est également soutenue par le dynamisme des dépenses de consommation des administrations publiques (+1,6 %, comme en 2013), tandis que leur investissement recule fortement (-6,9 % après +0,1 % en 2013). L'investissement des entreprises non financières se redresse (+2,0 % après +0,5 % en 2013), alors que l'investissement des ménages, principalement en logements, se replie pour la troisième année consécutive (-5,3 % en 2014). Au total, l'investissement de l'ensemble des secteurs se replie en 2014 (-1,2 %) plus fortement qu'en 2013 (-0,6 %).

En 2014, les exportations gagnent en dynamisme (+2,4 % après +1,7 % en 2013). Mais les importations accélèrent plus vivement (+3,8 %, après +1,7 %). Au total, la contribution des échanges extérieurs à la croissance du PIB devient négative (-0,5 point après une contribution neutre en 2013).

Par branche, l'activité est portée par les services marchands (+0,5 % après +0,7 %), les services non marchands (+1,0 % après +1,2 %) et l'agriculture (+8,5 % après -1,9 %). L'activité de la branche énergie-eau-déchets se replie fortement (-2,1 % après +2,2 % en 2013), en raison d'un climat doux en début comme en fin d'année. La construction recule fortement (-3,6 %), après une quasi-stabilisation en 2013 (+0,1 %). L'activité dans l'industrie manufacturière se replie (-0,7 % après +0,5 %).

### Le pouvoir d'achat rebondit

Le pouvoir d'achat rebondit (+1,1 % après -0,1 % en 2013). En termes nominaux, le revenu des ménages gagne en dynamisme (+1,1 % après +0,7 % en 2013), alors que les prix de la consommation décélèrent de nouveau nettement (0,0 % après +0,8 % en 2013).

### L'emploi total croît légèrement

L'emploi salarié marchand non agricole recule légèrement (-0,2 %), en raison du faible rythme de croissance de l'activité. Mais, grâce aux créations nettes d'emplois dans les branches non marchandes, principalement des contrats aidés (notamment la montée en charge des emplois d'avenir), l'emploi total augmente en moyenne sur l'année (+0,3 %) et le taux de chômage est quasi stable en moyenne annuelle (10,2 % après 10,3 % en 2013). ■

#### 2 Le PIB et les opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2014 en milliards d'euros	Contribution à la croissance du PIB en volume
	2012	2013	2014		
Produit intérieur brut (PIB)	0,2	0,7	0,2	2 060,9	0,2
Importations	0,7	1,7	3,8	630,1	-1,2
Consommation effective des ménages, dont :	0,2	0,6	0,9	1 464,8	0,7
- dépense des ménages	-0,3	0,4	0,6	1 094,9	0,3
- dépense individualisable des administrations	1,5	1,6	1,6	546,0	0,4
Consommation collective des administrations publiques	1,4	1,9	0,8	175,9	0,1
Formation brute de capital fixe, dont :	0,2	-0,6	-1,2	443,1	-0,3
- entreprises non financières	-0,2	0,5	2,0	248,8	0,2
- ménages	-2,1	-1,5	-5,3	98,8	-0,3
- administrations publiques	1,8	0,1	-6,9	75,2	-0,3
Variations de stocks (contribution à la croissance)	-0,6	0,2	0,2	10,0	0,2
Exportations	2,5	1,7	2,4	593,6	0,7

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

Avertissement : dans le cadrage national, les évolutions sont en moyenne annuelle ; elles sont principalement en glissement annuel (T4 2014 / T4 2013) pour les autres évolutions du Bilan, ce qui peut expliquer certains écarts entre les chiffres du cadrage national et le reste du Bilan économique régional.